

"Neutralité carbone" en 2050: la route est encore longue pour l'UE

La Libre.be

Environnement

L'élan s'accélère pour que l'Union européenne adopte un objectif de "neutralité carbone" en 2050, mais cela suppose des changements radicaux à la fois au sein de l'économie et de la société. Réduire ses émissions de CO₂ au minimum et compenser ce qui reste par différents moyens d'absorption (forêts, captures de carbone, etc), est essentiel pour éviter la catastrophe, soutiennent les experts des Nations Unies. Mais cette "neutralité climatique" n'est possible qu'avec de la volonté politique, ainsi que plusieurs trillions d'euros d'investissement afin de parvenir à une profonde transformation d'ordre technologique, économique et social, soulignent-ils.

La prochaine présidente de la Commission européenne, l'Allemande Ursula von der Leyen, a fait de cet objectif une de ses priorités lors de ses auditions au Parlement européen pour obtenir le soutien d'une majorité des eurodéputés.

"Je veux que l'Europe devienne le premier continent neutre en carbone d'ici 2050", a-t-elle lancé dans l'hémicycle en évoquant un "Green deal" pour l'UE, ce qui lui a valu de chaleureux applaudissements. Elle reprend ainsi le scénario avancé par la Commission Juncker.

L'an passé, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a mis en garde, dans un rapport spécial, contre les conséquences dramatiques d'un réchauffement au-delà de +1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle: hausse du niveau des mers, vagues de chaleur, intensité accrue des cyclones.

Le Giec recommande une réduction immédiate et drastique du recours aux énergies fossiles, avec en ligne de mire zéro émissions nettes d'ici 2050.

La progression des idées écologistes lors du dernier scrutin européen, et surtout la forte mobilisation pour le climat dans la rue, en particulier chez les jeunes, poussent les responsables politiques à "verdir" leurs politiques.

Après une première discussion évasive au printemps, 24 chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se sont finalement engagés lors d'un sommet en juin pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et l'Estonie, quatre pays dont le bouquet énergétique est encore largement dominé par les énergies fossiles, n'ont pas franchi le pas.

Certains responsables européens estiment que l'unanimité pourraient être atteinte d'ici la fin de l'année. Varsovie et Budapest ont notamment exigé des plans clairs sur le financement de la transition énergétique, avant tout engagement.

Pour l'analyste Frank Rijsberman, de l'institut Global Green Growth basé à Séoul, l'objectif de 2050 est "toujours politiquement difficile à atteindre car cela nécessite beaucoup d'investissements".

Comme lui, Ursula von der Leyen prône l'apport de fonds privés pour combler l'insuffisance des investissements publics. Elle a proposé de créer un programme d'investissement "durable" et de transformer partiellement la Banque européenne d'investissement (BEI) en une "banque

du climat", afin de soutenir la mise en place d'un fond "pour une transition juste" de 1.000 milliards d'euros pour les 10 années à venir.

Le vice-président de la Commission sortante en charge de l'Energie, Maros Sefcovic, estime de son côté qu'il faudrait investir 500 milliards d'euros chaque année pour atteindre l'objectif de 2050.

Pour le Slovaque, les barrières ne sont pas la disponibilité des fonds, mais "le potentiel commercial et le potentiel de croissance" des innovations.

Le secteur privé rechigne toujours à investir dans les renouvelables, pourtant technologiquement au point et "attractives commercialement", ou encore dans les nouvelles technologies, comme les voitures électriques, note Frank Rijsberman.

Autre défi à relever, ajoute l'analyste: les gouvernements vont devoir faire face aux coûts du chômage et des formations pour les ouvriers qui travaillaient dans les centrales à charbon ou dans la fabrication de voitures à moteurs à combustion.

Il faut encore convaincre les Européens de mieux isoler leurs maisons ou les usines de réduire leur consommation d'énergie, énumère encore M. Rijsberman.

Sur la route de 2050, Mme von der Leyen s'est engagée à essayer de fixer un nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici 2030, voire 55%. Pour l'instant, l'UE, qui produit environ 10% des émissions mondiales, a promis dans le cadre de l'accord de Paris une réduction de 40% par rapport aux niveau de 1990.